



Conseil économique et social

Distr. générale
12 mai 2021
Français
Original : anglais

Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Nomination de 24 experts au Comité d'experts de l'administration publique

Note du Secrétaire général

En application de sa résolution 2001/45, le Conseil économique et social doit examiner les candidatures de 24 experts qui ont été présentées par le Secrétaire général, lesquels siégeront au Comité d'experts de l'administration publique à titre personnel pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} août 2021 et se terminant le 31 juillet 2025. La liste des noms des 24 personnes dont les candidatures sont présentées par le Secrétaire général, ainsi que leurs notices biographiques, figure ci-dessous.



Marta Eugenia Acosta Zúñiga (Costa Rica)

Marta Eugenia Acosta Zúñiga est Auditrice générale de la République du Costa Rica depuis 2012. Auparavant, de 2004 à 2012, elle a exercé les fonctions d'Auditrice générale adjointe. Entre 2017 et 2021, elle a été membre du Comité directeur de l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Elle travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de l'audit et du contrôle interne dans le secteur public, ainsi que dans les domaines de la responsabilité, de la transparence et de l'efficacité des achats et marchés publics, dans son pays comme à l'étranger. M^{me} Acosta Zúñiga a travaillé comme chef de projet et consultante pour des organisations internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et l'Agence allemande de coopération internationale sur des sujets liés à la transparence, aux achats et aux audits internes et externes. Elle est intervenue dans des séminaires, réunions et congrès internationaux et dispose d'une expérience d'enseignement au niveau universitaire au Costa Rica. M^{me} Acosta Zúñiga a un diplôme en gestion des entreprises, avec une spécialisation en comptabilité, de l'Université du Costa Rica. Elle est membre de l'Ordre costaricien des experts-comptables depuis 1986, membre honoraire de l'Institut costaricien des auditeurs internes depuis 2004 et, depuis 2006, professionnelle certifiée en audit des organismes publics par l'Institut des auditeurs internes, association mondiale basée aux États-Unis d'Amérique.

Yamini Aiyar (Inde)

Yamini Aiyar est Présidente et Directrice générale du Centre for Policy Research. Ses recherches portent sur les politiques sociales et le développement. En 2008, elle a fondé l'Accountability Initiative au sein de ce Centre. Sous sa direction, l'Accountability Initiative a produit d'importantes recherches dans les domaines de la gouvernance, de la capacité des États et des politiques sociales. Cette initiative a ouvert la voie à une nouvelle approche du suivi des dépenses publiques affectées aux programmes sociaux et jouit d'une forte reconnaissance pour avoir donné lieu à la plus grande enquête du pays sur le suivi des dépenses dans l'enseignement primaire. Les recherches de M^{me} Aiyar sur la responsabilité sociale, l'enseignement primaire, la décentralisation et la réforme administrative sont reconnues à la fois par le monde universitaire et par le grand public. M^{me} Aiyar a été admise dans le programme des boursiers de l'organisation TED (Technology, Entertainment, Design) et est membre fondatrice du groupe d'experts internationaux du Partenariat pour le gouvernement ouvert. Elle a été membre du conseil mondial sur la bonne gouvernance du Forum économique mondial. Auparavant, elle a travaillé avec le Programme eau et assainissement et avec l'Unité développement rural de la Banque mondiale à Delhi, où elle s'est essentiellement consacrée à la recherche-action visant à renforcer les mécanismes d'engagement des citoyens dans les collectivités locales. Elle a été membre de l'équipe de décentralisation de la Banque mondiale qui a fourni un appui politique au renforcement du Panchayati Raj (système d'administration locale) en Inde. M^{me} Aiyar a étudié à la London School of Economics, au Saint Edmund's College de l'Université de Cambridge et au Saint Stephen's College de l'Université de Delhi.

Rolf Alter (Allemagne)

Rolf Alter est un économiste chevronné et *Senior Fellow* de la Hertie School of Governance, à Berlin. Il est membre du Conseil consultatif du *Global Risks Report* (Rapport sur les risques mondiaux) du Forum économique mondial. Il a travaillé pendant plus de vingt-cinq ans à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris. En 2006, il a été nommé Directeur du cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et, en 2009, Directeur de la Gouvernance publique. À

ce titre, il a constitué une équipe de 200 personnes dont l'objectif est d'aider les gouvernements à améliorer les résultats du secteur public pour une croissance inclusive et pour assurer la compétitivité de leur économie. M. Alter a travaillé auparavant pour le Fonds monétaire international à Washington et pour le Ministère allemand de l'économie à Bonn. Les thématiques clés sur lesquelles il travaille sont les réformes institutionnelles et les réformes de la réglementation, la productivité, l'innovation, la budgétisation axée sur les résultats, la transparence, le leadership et l'intégrité. Rolf Alter est titulaire d'un doctorat de l'Université de Göttingen. En 2013, il a été nommé docteur *honoris causa* de l'Université nationale de Hongrie. En 2016, il s'est vu décerner le Prix Onkar Prasad Dwivedi par l'Association internationale des écoles et instituts d'administration pour sa contribution remarquable à l'administration publique et aux politiques publiques.

Linda Bilmes (États-Unis d'Amérique)

Linda J. Bilmes est une éminente spécialiste de la budgétisation et des finances publiques. Elle est membre à temps complet du personnel enseignant de l'Université Harvard, où elle dispense des cours de finances publiques, de finances locales et de budgétisation. Elle dirige la formation en finances publiques proposée par l'Université Harvard aux membres du Congrès et aux maires des États-Unis nouvellement élus. M^{me} Bilmes a été nommée deux fois Sous-Secrétaire et Directrice financière du Département du commerce par le Sénat des États-Unis. Elle siège actuellement au National Park System Advisory Board du Département de l'intérieur des États-Unis après y avoir été nommée par le Président. Elle fait partie du conseil d'administration de l'Institute for Veterans and Military Families à l'Université de Syracuse et de celui d'Economists for Peace and Security, un organisme de renom consacré à la promotion de solutions autres que militaires aux problèmes mondiaux. M^{me} Bilmes a écrit et coécrit de nombreux ouvrages, chapitres et articles sur le coût de la guerre, la valeur du domaine public, la protection de l'environnement et la finance, dont *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict* (avec Joseph E. Stiglitz), figurant dans la liste des best-sellers publiée par le *New York Times*. En 2016, elle a publié une étude qui a fait date, intitulée « Total Economic Valuation of the National Park Service Lands and Programs », qui attribuait pour la première fois une valeur économique aux biens des parcs nationaux des États-Unis. M^{me} Bilmes apparaît dans le documentaire *Irak, de la dictature au chaos*, qui a été nommé aux Oscars. Ses travaux ont été publiés entre autres dans le *New York Times*, dans le *Boston Globe*, dans le *Financial Times*, dans le *Los Angeles Times*, dans la *Harvard Business Review* et dans *The Atlantic*. En 2008, elle a reçu la récompense Speaking Truth to Power de la part de l'American Friends Service Committee. Par le passé, elle a travaillé en tant qu'experte principale du Boston Consulting Group à Londres, Madrid et Moscou. Elle est membre du Council on Foreign Relations et chargée de recherche de la National Academy of Public Administration. Titulaire d'un diplôme de premier cycle et d'un master en administration des affaires de l'Université Harvard, elle a enseigné et étudié à l'Université Oxford au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Augustin K. Fosu (Ghana)

Augustin K. Fosu est professeur à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique de l'Université du Ghana. Il occupe plusieurs postes à titre honorifique, à savoir : professeur extraordinaire, faculté de sciences économiques et sciences de gestion de l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud ; professeur invité de classe exceptionnelle du College of Business and Economics à l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud ; chargé de recherche au Centre d'étude des économies africaines de l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni. Économiste du

développement, M. Fosu s'intéresse particulièrement aux rapports entre institutions, croissance et développement humain, entre dette, croissance et affectation optimale des ressources du secteur public, entre commerce, croissance et développement et entre croissance, inégalités et pauvreté. Il a occupé les postes de Directeur adjoint de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement en Finlande, de Conseiller principal pour les politiques/Économiste en chef de la Commission économique pour l'Afrique en Éthiopie et de Directeur de recherche au Consortium pour la recherche économique en Afrique, au Kenya. M. Fosu est rédacteur en chef du *Journal of African Trade*, rédacteur en chef adjoint du *Journal of African Economies* (Oxford) et membre des comités éditoriaux de nombreuses autres revues, dont *Journal of Development Studies*, *Oxford Development Studies*, *World Bank Economic Review* et *World Development*. Il a exercé de nombreuses fonctions consultatives pour des organisations internationales et au sein du Conseil consultatif économique du Président du Ghana. Il est titulaire d'un doctorat en économie de la Northwestern University aux États-Unis.

Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi (Afrique du Sud)

Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi est chancelière de l'Université Nelson Mandela. Elle est l'ancienne Envoyée spéciale de la Banque africaine de développement sur les questions de genre. Dans ce cadre, elle a mené une stratégie d'incorporation des questions de genre dans les politiques et les opérations de la Banque, faisant de celle-ci une institution de référence sur l'égalité des genres en Afrique. Elle était auparavant Directrice du Groupe de la gouvernance démocratique du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle a accompli deux mandats consécutifs de Ministre de la fonction publique et de l'administration au Gouvernement sud-africain. Dans le cadre de ces fonctions, elle a créé un corps de hauts fonctionnaires au sein de la fonction publique sud-africaine, supervisé un examen d'ensemble du régime de rémunération de la fonction publique, relancé la stratégie « Batho Pele » au sein de la fonction publique et mis sur pied le Government Employees Medical Scheme et la Public Administration Leadership and Management Academy. Elle a présidé, pour trois mandats consécutifs, la Conférence panafricaine des ministres de la fonction publique et a travaillé sur les organismes intergouvernementaux à l'échelle mondiale et en Afrique. Lorsqu'elle était Ministre pour la protection sociale et l'évolution de la population du premier Gouvernement démocratique de l'Afrique du Sud, elle a présenté les livres blancs du Gouvernement sur l'aide sociale (1997) et sur la politique démographique (1998) au Parlement, a travaillé sur l'établissement et la mise en œuvre de la Child Support Grant et a présidé l'équipe ministérielle sur les enfants et les jeunes à risque. Elle a été Ministre adjointe à l'aide sociale et a coordonné les préparatifs du pays en vue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995. M^{me} Fraser-Moleketi a été membre du Parlement sud-africain pendant trois mandats consécutifs (de 1994 jusqu'à sa démission en septembre 2008) et a été membre de l'Assemblée constituante et de plusieurs sous-comités chargés d'élaborer la Constitution sud-africaine adoptée le 8 mai 1996. Elle a fait partie du Comité de gestion de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique et a été Coordinatrice nationale adjointe de la Commission électorale nationale de l'African National Congress au moment où ce mouvement de libération se préparait aux premières élections démocratiques du pays. Membre de plusieurs comités d'organisations universitaires et gouvernementales et d'organisations relatives au développement, M^{me} Fraser-Moleketi traite de questions relatives à la jeunesse, à l'autonomisation des femmes, au développement des capacités et à l'éducation, à la gouvernance et à l'éradication de la pauvreté. Elle est chargée de recherche à l'Institute of Politics de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard et est titulaire d'un master en administration. Elle a été nommée New African Woman of the Year 2016 et

l'Université métropolitaine Nelson Mandela à Port Elizabeth (Afrique du Sud) l'a nommée docteur *honoris causa* en philosophie.

Paul Jackson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Paul Jackson est Directeur des programmes à la British Academy. Il supervise les travaux en sciences sociales réalisés à l'externe et à l'interne, qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable. Il est économiste politique et travaille principalement sur les conflits et la reconstruction après les conflits. Il étudie particulièrement, entre autres, les questions de décentralisation et de gouvernance, et c'est sa grande expérience de la Sierra Leone immédiatement après la guerre qui l'a amené à s'intéresser à l'analyse des conflits et à la réforme du secteur de la sécurité. Il a occupé le poste de Directeur du Global Facilitation Network for Security Sector Reform et est actuellement conseiller auprès du Governance and Social Development Resource Centre, poste grâce auquel il prend part à des débats sur des activités politiques diverses avec les organismes donateurs concernés, notamment le Royaume-Uni et plusieurs gouvernements européens, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale. Jusqu'en juillet 2010, M. Jackson a été Directeur de la School of Government and Society, où il a dirigé cinq facultés et près de 200 membres du personnel des départements de sciences politiques et d'études internationales, d'études des collectivités territoriales, de sociologie, d'études russes et européennes et de développement international. Il demeure membre du Conseil d'administration de l'Institute for Conflict, Cooperation and Security, membre de la Commission sur la cybersécurité et Président de la Commission des aumôniers de l'Université de Birmingham. M. Jackson travaille dans différents pays pour le compte d'institutions telles que la Banque mondiale ou encore des organisations de la société civile locales, notamment au Bhoutan, en Chine, en Inde, en Iraq, au Népal, en Ouganda, au Rwanda, en Sierra Leone et au Zimbabwe, et a travaillé en tant qu'évaluateur des programmes d'aide et analyste de la gouvernance et des conflits.

Aigul Kosherbayeva (Kazakhstan)

Aigul Kosherbayeva a été nommée vice-rectrice chargée du développement stratégique, de la recherche et des partenariats internationaux à l'Académie d'administration publique du Kazakhstan en septembre 2018. Depuis 2014, elle a occupé différents postes à l'Académie d'administration publique, notamment ceux de Directrice de l'Institut de recherche appliquée, vice-rectrice chargée du développement stratégique, de la recherche et des partenariats internationaux, maîtresse de conférences et professeure à l'Institut de gestion. M^{me} Kosherbayeva a commencé sa carrière en 1991 en tant qu'assistante de recherche dans le Département de théorie économique de l'Université nationale kazakhe Al-Farabi. De 1995 à 2001, elle a travaillé comme chargée d'enseignement au Département des relations économiques internationales ; de 2001 à 2002, comme Directrice du Centre d'études sur les marchés mondiaux de l'Institut de recherche économique ; de 2005 à 2012, comme Directrice du groupe d'analyse et d'évaluation de projets chez Kazmunaygas Consulting, comme dirigeante de la société United Chemical Company du fonds Samruk-Kazyna et comme Directrice du Centre pour le développement des industries manufacturières à l'Institut du développement industriel du Kazakhstan. De mai 2012 à octobre 2016, elle a occupé plusieurs postes à l'Institut de recherche économique du Ministère de l'économie nationale de la République du Kazakhstan, notamment celui de Directrice du Centre d'études sur l'économie mondiale et l'intégration et celui de Directrice du Centre d'analyse régionale et sociale. M^{me} Kosherbayeva est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université nationale kazakhe.

Ronald U. Mendoza (Philippines)

Ronald U. Mendoza est doyen de l'Ateneo School of Government de l'Université Ateneo de Manille. Il possède une vaste expérience en matière de politique de développement international et en matière de coopération internationale et a notamment travaillé pour les Nations Unies, l'Institut asiatique de gestion et la Banque fédérale de réserve de Boston. M. Mendoza a collaboré avec des représentants de gouvernements, des universitaires ainsi que des représentants du secteur privé et du secteur non lucratif afin de promouvoir des réformes susceptibles d'améliorer le développement humain, de faire reculer la pauvreté et de susciter un développement économique et politique plus inclusif. Il a mené des activités de recherche et d'assistance technique ainsi que des missions auprès de pays en développement, notamment en Éthiopie, en Mongolie, en République kirghize, au Sénégal, en Thaïlande, en Turquie et en Ukraine. Avant de prendre ses fonctions à l'Ateneo School, M. Mendoza était maître de conférences en économie à l'Institut asiatique de gestion, où il a également été Directeur du Rizalino S. Navarro Policy Center for Competitiveness. En collaboration avec une équipe de jeunes chercheurs de l'Institut, il a élaboré et géré des recherches sur les politiques de développement dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Avec des chercheurs de l'Ateneo, il a corédigé une étude sur l'impact des dynasties politiques sur la pauvreté et le sous-développement dans les campagnes philippines. M. Mendoza a travaillé avec Ateneo, La Salle, l'Université des Philippines et un groupe international de chercheurs sur l'ouvrage *Building Inclusive Democracies in ASEAN* (Anvil Press, 2015), qui a remporté le Prix du livre 2016 décerné par l'Académie des sciences et des technologies des Philippines.

Louis Meuleman (Pays-Bas)

Louis Meuleman est professeur invité au Public Governance Institute de l'Université de Louvain (Belgique), associé principal de recherche au Center for Governance and Sustainability de l'Université du Massachusetts à Boston (États-Unis), associé de recherche à l'Université de Wageningen (Pays-Bas) et membre du comité de rédaction de la revue *Impact Assessment and Project Appraisal*. Auparavant, il a travaillé à la Commission européenne à Bruxelles en tant que coordonnateur de l'examen de la mise en œuvre des politiques environnementales et du verdissement de la gouvernance économique et sociale de l'Union européenne (Semestre européen). Il est membre du Comité scientifique de l'Agence européenne pour l'environnement, et membre de l'International Association for Impact Assessment, du European Sustainable Development Network et de l'Association néerlandaise de gestion publique. Il jouit d'une expérience de trente-cinq ans en gestion du secteur public et sur les questions infranationales, nationales, régionales et internationales, principalement en relation avec l'environnement et le développement durable, domaines dans lesquels il a travaillé en tant que gestionnaire de projet, de programme et des opérations. En tant que Directeur du projet TransGov de l'Institute for Advanced Sustainability Studies de Postdam (Allemagne), de 2010 à 2011, il a établi un rapport intitulé « Transgovernance: the quest for sustainability governance » et a dirigé l'ouvrage *Transgovernance: Advancing Sustainability Governance* (Springer, 2013). Il publie des articles sur la métagouvernance de la durabilité et la gestion publique. Il est l'auteur de plusieurs publications, notamment une thèse de doctorat intitulée « Public management and the metagovernance of hierarchies, networks and markets » (Springer, 2008) et une étude de cas pratique intitulée *The Pegasus Principle: Reinventing a Credible Public Sector* (Lemma, 2003). Il a codirigé l'ouvrage *Environmental Governance in Europe* (Lemma, 2003). Il est titulaire d'un doctorat en administration publique (2008) et d'un master en biologie environnementale (1980).

Lamia Moubayed Bissat (Liban)

Lamia Moubayed Bissat est Présidente de l'Institut des finances Basil Fuleihan au Ministère libanais des finances. Elle enseigne à l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth. Économiste du développement, elle est titulaire d'un master de l'Université américaine de Beyrouth. M^{me} Moubayed a travaillé dans le secteur privé en qualité d'économiste et de chef de projet ; elle a aussi travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement et pour la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Elle s'attache actuellement à mener l'Institut à dispenser une formation en gestion des finances publiques et à proposer des services de renforcement des capacités ainsi que des conseils pratiques en formation de capital humain et en renforcement institutionnel au Gouvernement libanais et à d'autres organismes publics dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. M^{me} Moubayed est membre du Conseil (2016) de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration. Membre fondatrice (2013) du Middle East and North Africa Public Administration Research, réseau de recherche en administration publique de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, elle est Présidente et membre fondatrice (2006) du Governance Institutes Forum for Training in the Middle East and North Africa, un réseau de centres de formation de la fonction publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Depuis avril 2013, elle est membre du Comité régional d'experts sur la passation de marchés publics de la Banque mondiale. M^{me} Moubayed a écrit et coécrit de nombreuses publications et est membre du Comité consultatif de la revue partiellement évaluée par les pairs *Assadissa : revue de finance publique et d'édification de l'État*. Elle a reçu de nombreuses distinctions, notamment celle de chevalier de la Légion d'honneur (2015) et de l'ordre national du Mérite (2004), en raison de sa contribution notable à l'établissement de liens de coopération entre la France et le Liban et de son attachement à l'édification de l'État et aux valeurs d'une fonction publique neutre et impartiale.

Juraj Nemec (Slovaquie)

Juraj Nemec est professeur à temps complet de finances publiques et de gestion publique à la faculté de sciences économiques et d'administration à l'Université Masaryk à Brno (République tchèque) et professeur à temps partiel à la faculté d'économie à l'Université Matej Bel à Banská Bystrica (Slovaquie) ; il possède une expérience de trente-cinq ans dans l'enseignement aux niveaux du premier et du deuxième cycle et au niveau du doctorat. En 2016, il a été élu Président du Network of Institutes and Schools of Public Administration in Central and Eastern Europe. Il a été Vice-Président de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration (2013-2019) et Directeur de projet du groupe de travail permanent de cette association. Il a été Vice-Président régional de l'International Research Society for Public Management de 2010 à 2017 et membre du Comité d'accréditation de la European Association for Public Administration Accreditation jusqu'en 2015 (il est à présent membre du conseil de cette association). Il représente la Slovaquie dans le Groupe d'experts indépendants sur la Charte européenne de l'autonomie locale lié au Conseil de l'Europe. M. Nemec a publié plus de 400 livres et articles scientifiques dans ce domaine et a occupé plusieurs postes universitaires, notamment celui de doyen de la faculté de finance. En 2010, ses travaux de recherche ont été récompensés par le Prix Alena Brunovska, décerné par le Network of Institutes and Schools of Public Administration in Central and Eastern Europe. En 2016, il a reçu le Prix Donald C. Stone, qui honore un chercheur international distingué qui a contribué à l'avancement du bien-être de l'Association. M. Nemec possède une compétence d'expert approfondie en matière de conseil dans divers pays en transition. Lors de ses interventions dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, il a mené des

activités dans le domaine de la passation de marchés publics et a fourni une assistance en matière de renforcement et de développement des institutions. En sa qualité de conseiller principal auprès des Gouvernements slovaque et tchèque, il a appuyé tous les échelons de l'administration publique dans les domaines de la réforme de l'administration publique, de la réforme du système de santé et de l'amélioration des systèmes de passation des marchés publics, avant et après leur accession à l'Union européenne. Dans le cadre de ces attributions, il a contribué à élaborer le premier projet de loi relative à la passation des marchés publics en Slovaquie.

Katarina Ott (Croatie)

Katarina Ott est Directrice de l'Institut des finances publiques à Zagreb depuis 1991 et professeure à la faculté de mathématiques et à la faculté de sciences politiques de l'Université de Zagreb depuis 2009 ; elle enseigne l'économie du secteur public, le fédéralisme fiscal et les transformations économiques et institutionnelles induites par l'Union européenne. On compte parmi ses principaux domaines d'intérêt les relations entre gouvernement et économie, et notamment les réformes du budget, du secteur public et de l'administration publique, les finances locales, l'économie souterraine, l'intégration à l'Union européenne et, en particulier, la transparence du secteur public, la responsabilité d'État et la participation citoyenne. Elle a dirigé des projets et publié des articles dans le domaine de l'économie du secteur public (en particulier sur la transparence budgétaire des collectivités locales, la participation de la population à la politique fiscale et aux procédures budgétaires, l'intégration à l'Union européenne, les coûts administratifs et les coûts de mise en conformité des réformes de l'imposition et de l'administration fiscale) et s'est employée à élaborer des guides à l'intention des citoyens sur les questions de budgets nationaux et infranationaux. Depuis 2014, elle représente l'Institut au sein de l'Initiative mondiale sur la transparence des finances publiques ; depuis 2012, elle est membre du Conseil du Partenariat pour le gouvernement ouvert pour la Croatie et, depuis 2011, membre du Comité directeur du Global Movement for Budget Transparency, Accountability and Participation et représente l'Europe dans ce cadre. Elle a été membre du Conseil économique du Président croate, des commissions nationales pour la réforme des pensions et le développement des îles et des comités de gestion de la Caisse de retraite croate et de l'Université de Zagreb.

Soonae Park (République de Corée)

Soonae Park est professeure à la Graduate School of Public Administration de l'Université nationale de Séoul depuis 2004 et, depuis 2014, Directrice du Public Performance Management Research Centre de cette université. Elle est présidente de l'Association coréenne d'administration publique pour l'année 2021 et membre du Comité présidentiel sur la réforme de la réglementation. Avant de prendre ses fonctions à l'Université, elle a travaillé comme chercheuse au Seoul Development Institute et dans le domaine des systèmes de transport intelligents à l'Université du Michigan (États-Unis). Depuis 2003, elle est très investie dans les initiatives d'évaluation des performances de divers gouvernements et institutions publiques, en qualité de membre de comités ou de consultante. Elle a été membre du comité directeur d'institutions publiques ainsi que Directrice du Groupe d'évaluation des institutions publiques relevant du Ministère de la stratégie et des finances de la République de Corée. Elle a été membre de divers organes consultatifs sur l'environnement, notamment la Commission présidentielle coréenne sur le développement durable et la Korean Federation for Environmental Movements. Elle est titulaire d'un doctorat en planification écologique de l'Université du Michigan, qu'elle a obtenu en 1998. Ses recherches récentes comprennent des études sur la réforme de la réglementation à l'ère des nouvelles évolutions technologiques (2020),

sur les qualités de dirigeant des ministres et le soutien de ceux-ci par les fonctionnaires de l'État (2020), sur l'effet modérateur des facteurs démographiques et environnementaux sur la propagation et le taux de mortalité de la maladie à coronavirus 2019 pendant les périodes de pic et de stagnation (2020), sur les effets sur la croissance de la décentralisation fiscale à faible motivation économique (2019) et sur la gestion publique en Corée, en particulier sur l'évaluation des performances et les institutions publiques (2018).

Alketa Peci (Brésil)

Alketa Peci est maîtresse de conférences en administration publique et en sciences politiques à la Brazilian School of Public and Business Administration de la Fondation Getulio Vargas, à Rio de Janeiro. Elle est actuellement rédactrice en chef de la revue *Journal of Public Administration (Revista de Administração Pública)*, lancée en 1967 et publiée en trois langues. Les recherches de M^{me} Peci portent sur l'étude de la bureaucratie et de ses transformations contemporaines. Elle a mené des recherches empiriques sur les organes administratifs autonomes tels que les institutions réglementaires indépendantes et les Cours des comptes, sur la représentation bureaucratique et ses liens avec la réputation et les charges administratives, ainsi que sur les réseaux avec des partenaires du secteur non lucratif et du secteur privé et sur les grandes réformes bureaucratiques. Elle a publié des ouvrages, plusieurs chapitres et de nombreux articles dans des revues internationales et nationales, entre autres *Regulation & Governance, Public Management Review, Utilities Policy, Voluntas, International Review of Administrative Sciences, Organization, Public Administration and Development, Revista de Administração Pública* et *Revista de Administração de Empresas*. Elle a obtenu son doctorat en administration à la Brazilian School of Public and Business Administration de la Fondation Getulio Vargas en 2005. De 2018 à 2019, elle a été enseignante-chercheuse invitée à la London School of Economics and Political Science. Depuis 2015, elle est professeure invitée en administration publique comparée à l'Institut universitaire de Lisbonne, au Portugal.

Mauricio Rodas (Équateur)

Mauricio Rodas est chercheur invité à l'Université de Pennsylvanie, où il co-dirige la City Climate-Resilient Infrastructure Financing Initiative (initiative pour le financement de l'infrastructure urbaine résiliente aux changements climatiques), qu'il a créée avec le concours du Penn Institute for Urban Research, de la Perry World House et du Kleinman Center for Energy Policy. Cette initiative a pour but de rassembler des informations sur les possibilités de financement qui s'offrent aux villes et de faciliter l'accès à ces ressources. M. Rodas s'efforce de mettre en place un partenariat très large qui rassemble entre autres les réseaux de villes, les institutions financières internationales, le Forum économique mondial et les acteurs du secteur privé. Il a été membre du Global Future Council on Cities and Urbanization (conseil pour l'avenir mondial des villes et de l'urbanisation) du Forum économique mondial de 2016 à 2019. En 2019, Apolitical l'a nommé comme une des 100 personnes les plus influentes dans le domaine de l'action climatique. Il a également reçu un prix de l'Université de Pennsylvanie pour le rôle de premier plan qu'il joue en matière d'urbanisme (Urban Leadership Award). Il a été maire de Quito entre 2014 et 2019, période au cours de laquelle l'Équateur a accueilli la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Il a joué un rôle moteur dans les principaux réseaux de villes : il a effectué deux mandats de Vice-Président de l'organisation Cités et gouvernements locaux unis et a siégé au conseil d'administration du Groupe C40 des villes pionnières dans la lutte contre les changements climatiques, de l'organisation ICLEI – Les Gouvernements locaux pour

le développement durable et de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie. En 2011, il a fondé le parti politique national SUMA. Il a également été consultant en matière de politique générale auprès du Gouvernement mexicain de 2004 à 2007. En 2007, il a fondé au Mexique le laboratoire d'idées Ethos Laboratorio de Políticas Públicas, dont il a été Directeur exécutif. Il a entamé sa carrière en 2003 en tant que boursier Fulbright à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Il est titulaire d'un diplôme de Juris Doctor de l'Université catholique de Quito et de deux maîtrises de l'Université de Pennsylvanie, l'une en administration publique, l'autre en sciences politiques.

Devon Rowe (Jamaïque)

Devon Rowe est Directeur exécutif du Centre d'administration du développement des Caraïbes. En 2014, il a été distingué par le Gouvernement jamaïcain pour son travail et sa contribution au service public et a été fait commandant de l'ordre de la Distinction. Sa carrière s'est déroulée au sein de divers organismes publics et il a représenté le Gouvernement jamaïcain à des réunions internationales de haut niveau. Fonctionnaire de carrière, il a été nommé, en 2005, Secrétaire permanent au Ministère de l'administration locale et du développement des collectivités, où il a joué un rôle prépondérant dans la réforme de l'administration locale en Jamaïque. M. Rowe a été ensuite nommé Directeur général au Cabinet du Premier Ministre. En 2010, il a été nommé Directeur général au Ministère des finances et du plan, sa responsabilité principale étant de centraliser les activités de gestion de la trésorerie. De 2011 à 2012, il a assumé brièvement la double fonction de Commissaire du Département des douanes de la Jamaïque et de Directeur général du Ministère des finances et du plan. Il est ensuite retourné au Ministère des finances et du plan où il a continué d'assumer sa fonction de Directeur général. De 2012 à 2016, M. Rowe a été Secrétaire financier au Ministère des finances et du plan. Au cours de sa carrière, il a été nommé au conseil d'administration de plusieurs entreprises du secteur public s'occupant des domaines de l'investissement, du financement du développement, des infrastructures et de la santé. Il est titulaire d'une licence de gestion obtenue à l'Université des Indes occidentales et d'un master d'administration publique obtenu à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard.

Carlos Santiso (France)

Carlos Santiso est Directeur de l'innovation numérique de l'État à la Société andine de développement et est installé à Bogota depuis septembre 2018. Il est membre du Comité consultatif du projet du Forum économique mondial intitulé « Future of Trust and Integrity » (L'avenir de la confiance et de l'intégrité), qui fait partie de l'Initiative Partenariat contre la corruption. Il a précédemment dirigé la Division de l'innovation dans les services aux citoyens de la Banque interaméricaine de développement, où il est entré en 2011 pour gérer la Division Capacités institutionnelles des États, basée à Washington. Il a été Responsable sectoriel Gouvernance à la Banque africaine de développement, basée à Tunis, entre 2007 et 2011. Il a été conseiller en matière de gouvernance auprès du Ministère du développement international du Royaume-Uni à Lima et à Glasgow entre 2002 et 2007. M. Santiso a occupé le poste d'administrateur de programme à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, basé à Stockholm, entre 1996 et 2000. Il a commencé sa carrière professionnelle au cabinet du Premier Ministre français, à Paris, en 1995 et 1996. Il a beaucoup écrit sur l'administration numérique, la gouvernance démocratique, la prévention de la corruption et l'aide étrangère.

Henry Sardaryan (Fédération de Russie)

Henry Sardaryan est doyen de l'École de gouvernance et de politique de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou et membre du conseil académique de cette école et de celui de cet institut. M. Sardaryan enseigne l'administration publique moderne ainsi que la théorie et la pratique de l'administration publique. Depuis 2012, il est maître de conférences à plein temps à l'Institut international d'administration de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou. En 2018, il a été nommé professeur à l'Académie des sciences militaires de Moscou et, depuis 2015, il est professeur invité à l'Université de Macerata (Italie). M. Sardaryan est membre du comité de rédaction de la Revue russe du droit et des sciences administratives. Ses principaux domaines de recherche sont les systèmes politiques des pays de l'Union européenne, l'administration publique et la théorie politique et il est l'auteur de nombreux ouvrages portant sur ces domaines. Il est titulaire de l'équivalent du doctorat en sciences politiques auprès de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou et a fait des études postdoctorales de sciences politiques à l'Université d'État Lomonossov de Moscou.

David Moinina Sengeh (Sierra Leone)

David Moinina Sengeh est Ministre de l'éducation primaire et secondaire depuis novembre 2019, et il est responsable des questions d'innovation à la Direction chargée de la science, des technologies et de l'innovation du Gouvernement sierra-léonais depuis 2018. Entre 2016 et 2018, avant d'être nommé au Gouvernement, il a été chercheur puis cadre chez IBM Research Africa, où il a dirigé les travaux menés par l'équipe des services médicaux en vue de concevoir et mettre en service des systèmes d'intelligence artificielle appliquée destinés à prévenir, diagnostiquer, traiter et gérer les maladies en Afrique. Il est titulaire d'un doctorat du Media Lab du Massachusetts Institute of Technology. Ses recherches portaient sur les techniques à la croisée de l'imagerie médicale, de la conception assistée par ordinateur et de l'impression 3D multi-matériaux. Il a inventé des interfaces mécaniques peu chères qui rendent les prothèses plus agréables à porter pour les personnes amputées. Il a aussi publié des articles dans plusieurs revues scientifiques et il détient des brevets dans les domaines des prothèses et de l'intelligence artificielle. Pendant ses études doctorales, il a co-fondé et dirigé l'organisation non gouvernementale Global Minimum, qui développe des plateformes destinées à promouvoir l'innovation et l'apprentissage, principalement auprès des lycéens en Sierra Leone et au Kenya. Il a reçu les titres de Obama Foundation African Leader, de Senior Technology, Entertainment and Design (TED) Fellow et de National Geographic Emerging Explorer, et est également musicien.

Sherifa Fouad Sherif (Égypte)

Sherifa Fouad Sherif est professeure d'administration publique à la faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire. Elle est Directrice exécutive de l'Institut national pour la gouvernance et le développement durable, l'organe de formation du Ministère de la planification et du développement économique. M^{me} Sherif a été Directrice de l'Institut national de gestion de 2018 à 2020. Elle a été vice-doyenne pour les services environnementaux et communautaires et Présidente du Département d'administration publique à l'Université du futur, en Égypte, et chargée d'enseignement dans plusieurs universités du pays. De 2015 à 2018, elle a dirigé le Centre de recherche et de consultation en administration publique de la faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire. M^{me} Sherif enseigne depuis plus de vingt ans dans les domaines de l'administration publique, de la gestion, de la responsabilité sociale des entreprises, du développement durable, de l'entrepreneuriat social, de la gestion de l'environnement, du genre et de

la gouvernance. Elle a publié de nombreux articles et études dans des revues nationales et internationales dans ses domaines de spécialisation et plusieurs de ses publications ont été primées. M^{me} Sherif a travaillé avec de nombreuses organisations internationales en tant que chercheuse et consultante principale sur des projets liés à l'égalité des genres, à l'avancement des femmes, à la bonne gouvernance, à la réforme administrative, au développement durable et à la gestion de l'environnement. En 2017, elle a été nommée membre de la Commission nationale égyptienne du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs ainsi que Coordinatrice nationale égyptienne pour le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE. M^{me} Sherif est titulaire d'une licence en gestion des entreprises et d'un master en administration publique de l'Université américaine du Caire, ainsi que d'un doctorat de l'Université du Sussex, au Royaume-Uni.

Aminata Touré (Sénégal)

Aminata Touré a occupé le poste de Première Ministre du Sénégal de septembre 2013 à juillet 2014, puis celui d'Envoyée spéciale du Président pour les affaires intérieures et extérieures. M^{me} Touré a été Ministre de la justice de 2012 à 2013, période pendant laquelle elle a mené des campagnes de lutte contre la corruption. Depuis 2014, elle a dirigé plusieurs missions d'observation des élections présidentielles, notamment en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Libéria et à Maurice, où elle a codirigé la mission d'observation du premier tour des élections pour le compte du Centre Carter, basé aux États-Unis. M^{me} Touré a fait partie des personnalités invitées par le programme Fisher Family Fellows du projet « Future of Diplomacy » à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard. Elle a été Directrice du Département Genre et Droits de l'homme du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de 2009 à 2012, Conseillère hors classe du FNUAP de 2003 à 2009, Conseillère hors classe du FNUAP en Côte d'Ivoire de 1998 à 2001 et Conseillère hors classe du FNUAP au Burkina Faso de 1996 à 1997. Ses domaines de compétence sont notamment l'économie, la bonne gouvernance et le genre. M^{me} Touré a dirigé la préparation de plus de 30 publications mondiales du FNUAP. Elle est titulaire d'un doctorat en gestion et finance internationales et d'un master en économie de l'Université de Bourgogne, en France.

Lan Xue (Chine)

Lan Xue est professeur de classe exceptionnelle de la chaire Cheung Kong et doyen du Schwarzman College de l'Université Tsinghua. Au sein de cette université, il est également Directeur adjoint de l'Institut de recherche stratégique en ingénierie, sciences et technologie, Directeur de l'Institut chinois pour la politique scientifique et technologique et Codirecteur de l'Institut mondial pour les objectifs de développement durable. Ses domaines d'enseignement et de recherche sont la politique de la science, de la technologie et de l'innovation, la gestion des crises et la gouvernance mondiale. De 2000 à 2018, il a été doyen associé, doyen associé exécutif et doyen de la faculté des politiques publiques et de gestion de l'Université Tsinghua. Il exerce également les fonctions suivantes : Responsable du Comité d'examen disciplinaire de l'administration publique au Conseil des affaires de l'État, membre du Comité national de consultation stratégique et d'examen d'ensemble, Directeur du Comité professionnel de l'intelligence artificielle de nouvelle génération, membre du Groupe consultatif de la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE, chargé d'enseignement à l'Université Carnegie Mellon, chercheur senior non résident de la Brookings Institution et coprésident du Conseil de direction du Réseau des solutions pour le développement durable. Il a reçu le Prix Fudan pour une contribution remarquable aux sciences de gestion et le Prix pour une contribution remarquable de l'Association chinoise pour la politique scientifique et technologique.

Il est titulaire d'un doctorat en ingénierie et politiques publiques de l'Université Carnegie Mellon.

Najat Zarrouk (Maroc)

Najat Zarrouk est Directrice de la branche Développement et de l'Académie africaine des collectivités locales de l'organisation Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, basée à Rabat, où elle travaille depuis 2016. Elle compte à son actif trente-neuf années d'expérience dans la fonction publique aux niveaux national, régional et international, notamment en tant que fonctionnaire du Ministère de l'intérieur du Maroc, où elle a travaillé de 1983 à 2014, entre autres comme Gouverneur et Directrice de la formation. En 2019, elle a été élue membre du Conseil d'administration de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration pour la période 2019-2022. En février 2020, après son élection par le Conseil d'administration, elle a été nommée Présidente de la Commission internationale d'accréditation des programmes d'enseignement et de formation en administration publique de cette association. En 2018, elle a été élue Vice-Présidente du Réseau des gestionnaires des ressources humaines du secteur public en Afrique. Elle a été membre du Conseil d'administration de l'Arab Women's Leadership Institute (Institut du leadership des femmes arabes) de 2009 à 2012 et membre du Women's Democracy Network (Réseau femmes et démocratie), qui a reçu l'appui du Gouvernement des États-Unis en vue de renforcer la place des femmes dans la vie publique dans la région arabe. Auteur de nombreux articles et études consacrés à l'administration publique et à la fonction publique, elle a publié en 2008 un ouvrage intitulé *Commerce et développement : du GATT à l'OMC*. Primée et récompensée à plusieurs reprises pour son engagement en faveur du service public, elle a notamment reçu le Prix Onkar Prasad Dwivedi de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration pour sa contribution à l'administration publique et aux politiques publiques et, en 2018, la Médaille d'or de l'Association africaine d'administration et de gestion publiques. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Mohammed V, à Rabat. Elle est également diplômée de l'École nationale d'administration publique de Rabat (tableau d'honneur) et de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne).
